

“ L'État reste sourd aux craintes des élus ”

par Michèle TABAROT

Député-Maire du Cannet & Présidente de l'ANDL

En cette période de rentrée, les élus locaux peuvent légitimement s'interroger. Car depuis des mois nous demandons à ce que la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales soit adoucie, pour peser moins lourdement sur nos finances. La réponse du Gouvernement est malheureusement invariable. Il n'y aurait plus aucune marge de manœuvre et pas d'autre choix.

Cela n'a cependant pas empêché l'annonce récente d'une baisse de deux milliards de l'impôt sur le revenu pour huit millions de foyers français. A l'approche des échéances que l'on sait, cela ressemble bien plus à une démarche électoraliste qu'à une véritable tentative de relance d'une croissance morose.

Pourtant, chacun sait que les communes, avec les moyens d'investir, pourraient être un véritable moteur de cette croissance.

Alors, effectivement, le désarroi est de plus en plus grand dans les collectivités locales, auxquelles, de surcroît, le Gouvernement ne cesse de demander des efforts supplémentaires tout en réduisant les marges de manœuvres.

Il en faut désormais de la détermination et de l'énergie pour mener à bien un projet d'intérêt général, trouver des financements,

sortir du dédale des contraintes administratives...

Nous sommes nombreux à réclamer un véritable « choc de simplification » pour les collectivités locales, à l'image de celui promis pour les entreprises et les particuliers.

Réduire les délais et réduire les contraintes, ce serait un moyen de compenser, en partie, la baisse des dotations et de nous redonner ainsi un peu de capacité d'action.

“ Malheureusement, ici aussi, la loi sur la nouvelle organisation territoriale de la république, marque un véritable échec. Pas de simplification, toujours autant de superpositions et aucun effet d'accélération. ”

Pendant ce temps, les communes, elles, doivent continuer à déployer des trésors de courage et d'abnégation pour agir en faveur de la qualité de vie, de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et du développement économique.

Cela mériterait sans doute un peu plus de considération et surtout bien plus de sincérité de la part du Gouvernement.

■ SEPTEMBRE 2015

En tant qu'élu local

Je soutiens ces revendications en signant la pétition en ligne

www.petitionandl.fr